Compte-rendu de l'atelier
« Une alimentation durable et de qualité accessible à toutes et tous »

Forum de l'Économie Sociale et Solidaire 27 novembre 2025

27 participant.e.s

Typologie : visiteurs, cuisines collectives, psychosociologue, animateurices LEADER, thérapeute, épicerie, élue, administrateurice associatif, DETSPP, agriculteurice, coordinatrice tiers-lieu, service jeunesse et sport, étudiantes, membre d'un collectif de sécurité sociale de l'alimentation, service social du Département, ADDET, ADEAR, mutuelle, Échange Paysan.

I. Témoignages

1. Une présentation du fonds Soli'agri par Sébastien Bellue de l'Agence départementale de développement (ADDET).

Né durant le COVID, le fonds **Soli'agri** est financé par le Département des Hautes-Alpes afin de permettre aux associations de l'aide alimentaire d'acheter des produits frais aux producteurs locaux.

Depuis lors, l'aide s'est reconduite chaque année grâce à la conférence permanente associative de la solidarité qui a mobilisé le Département, l'agence de développement et la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations pour sa pérennisation.

Le dispositif est simple, Soli'agri a identifié une vingtaine de structure d'aide alimentaire sur le département et leur permet de passer commande chaque semaine via l'ADDET, puis Echange Paysan assure les livraisons. La force de ce dispositif, en plus d'être simple et de participer à la lutte contre la précarité alimentaire, est qu'il permet de donner à connaître le paysage agricole des Hautes-Alpes. De plus, cette initiative a créé des coopérations entre les structures, cela a permit un rapprochement entre les producteurices locaux et les associations livrées.

2. La coopérative Échange Paysan

Présentation faite par Marc Lourdeaux. Cette entreprise de l'économie sociale et solidaire est organisée sous forme de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC). Elle est au service des agriculteurs et du territoire et a pour ambition de permettre la rencontre entre l'offre des produits agricoles des Hautes-Alpes et les demandes spécifiques des circuits courts et de proximité, sur les marchés « complexes » comme la restauration collective. Marc Lourdeaux qualifie l'action d'Échange Paysans comme "de la médiation collégiale d'intérêt territorial", qui a au fil du temps conduit à développer de la compétence logistique. Par ailleurs, Échange Paysan travaille sur le sujet d'une "alternative logistique" en raison de l'absence d'une antenne Banque Alimentaire dans le 05, pour répondre aux besoins de certaines associations.

3. Présentation d'un exemple d'expérimentation de la Sécurité Sociale alimentaire porté par l'Udess, l'Épicerie Solidaire de Laragne et le Parc Naturel Régional des Baronnies Provençales

L'épicerie solidaire de Laragne est née il y a 12 ans, le constat qui apparaît depuis les 5 dernières années est une pérennisation du public accompagné, des personnes avec une petite retraite, par exemple, bénéficient de l'aide alimentaire durablement. La solution apportée par l'aide alimentaire amène des produits en masse, peu diversifiés, produits de façon industrielle, loin des idéaux de l'agriculture durable. L'objectif de l'épicerie solidaire est finalement de devenir une épicerie comme les autres, ou participer à ce que les gens puissent aller dans des épiceries qui existent déjà. De cela est née l'idée d'expérimenter une Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA). Un outil qui permettrait à un groupe expérimental d'habitant.e.s de bénéficier de 100 à 150 euros par mois pour acheter des produits alimentaires locaux, préalablement sélectionnés par le collectif et dont le dispositif est financé par des cotisations basées sur les revenus.

L'empreinte territoriale de ce projet est le Buëch et une partie des Baronnies.

II. Temps de question / réponse

Un temps d'échange avec les participant.e.s a permis de faire remonter leurs interrogations quant à la qualité des produits distribués via le fonds Soli'Agri ou encore le besoin de favoriser le travail collectif entre structures afin de ne pas disperser l'énergie ou multiplier les mêmes actions de façon isolée. Une remarque d'une administratrice d'association d'aide alimentaire a mis l'accent sur un point de vigilance à avoir au sujet du fonctionnement de l'expérimentation SSA. D'après elle, l'organisation en collectif pourrait être excluante pour certaines personnes en situation d'exclusion ou de précarité.

III. Pistes et actions pour l'avenir (post-it)

En fin d'atelier, les participant.e.s ont été invités à noter des idées pour l'avenir. Des grandes thématiques se dégagent de leurs suggestions :

- Modèles économiques & financement de la SSA

- Accès au foncier, aux moyens de production et aux infrastructures

- Mutualisation, lutte contre le gaspillage & valorisation locale

- Coopération, mise en réseau & médiation territoriale

- Sensibilisation, éducation populaire & participation citoyenne

- Inclusion sociale, dignité & accès réel

L'atelier a fait émerger une diversité de pistes d'action,plusieurs grandes orientations se dégagent.

Sur le plan économique, les participant·es ont souligné la nécessité de construire un modèle viable pour une caisse de Sécurité sociale de l'alimentation (SSA), incluant différentes pistes de financement : participation publique via l'impôt, cotisations solidaires ou encore rémunération directe de producteurs locaux. La question du soutien à l'installation agricole et de la pérennisation des emplois locaux est apparue comme un enjeu central.

L'accès au foncier et aux infrastructures a constitué un autre axe fort. Les idées portent sur la mise à disposition de terres et d'outils collectifs (conserveries, pressoirs, chambres froides), ainsi que sur la création de lieux multifonctionnels associant potager, cuisine collective et espace de transformation. Les participant·es ont également insisté sur la **mutualisation des ressources**, notamment pour récupérer les surplus agricoles afin de lutter contre le gaspillage alimentaire, tout en renforçant les circuits locaux.

Comme évoqué précédemment, une forte attente concerne la **coopération entre acteurs** : consolider le réseau existant, s'inspirer d'initiatives extérieures (en France ou à l'international), et envisager que l'Udess puisse jouer un rôle accru de médiation territoriale. Plusieurs personnes souhaitent voir naître un projet de SSA à Gap.
En parallèle, les idées autour de la **sensibilisation et de l'éducation populaire** mettent en avant l'importance d'agir auprès des scolaires, des bénévoles ou du grand public, en investissant aussi des espaces déjà existants comme les fêtes de village ou les fours banaux.

Enfin, plusieurs contributions ont rappelé que toute démarche de SSA doit être pensée sous l'angle de la **dignité**, en évitant toute posture éducative vis-à-vis des bénéficiaires et en recentrant l'action sur l'accès réel à une alimentation choisie.